



Communiqué

TRANSPORT AERIEN

Crise dans le Transport aérien

Le gouvernement ne pilote rien !!!

Le transport aérien vit aujourd'hui la pire crise de son histoire. Crise sanitaire au préalable, crise économique actuellement, et crise sociale en devenir. Aujourd'hui, l'activité aérienne reprend peu à peu. Les principaux aéroports rouvrent leurs portes ainsi que leurs pistes, les compagnies aériennes proposent à nouveau des billets à la vente sur certaines destinations avec des fréquences à minimas ; enfin, les entreprises d'assistance en escale reprennent elles aussi du service. Malgré ces réouvertures de ciel et une reprise d'activité fragmentaire, une majorité de salariés est encore au chômage partiel dans une situation de précarité.

Dans ce contexte, les patrons du secteur pratiquent un impitoyable chantage à l'emploi, usent et abusent des accords de performance collective. Dispositions créées par les ordonnances Macron et entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018. La conclusion de ces accords se solde inéluctablement par des pertes de salaires considérables, des suppressions de primes, des gels de grilles de salaires et de primes d'ancienneté.

En parallèle, le gouvernement pratique une politique de soutien via un saupoudrage financier vis-à-vis d'une partie des entreprises du secteur, prêts garanties par l'Etat d'un côté, prêts d'actionnaires de l'autre. Cette stratégie financière, expression du dogme libéral « Laissons-faire le marché et la libre-concurrence », abandonnent les 100 000 salariés du secteur face au dilemme : Précarité et efforts de productivités ou licenciements. Dans tous les cas, ce n'est ni une politique économique, ni une stratégie.

Dans ces conditions quid du devenir des salariés et de leurs emplois à moyen-terme ?

Qui passera l'hiver 2020-2021 si les difficultés du secteur persistent dans le temps ?

Certaines entreprises suivront-elles le sort d'XL Airways et d'Aigle Azur avec leurs 1 800 employés licenciés et actuellement au chômage ?

Au-delà, le principal bassin d'emploi en France, Roissy – Charles De Gaulle, n'est-il pas en péril ?

Le gouvernement doit se saisir pleinement du dossier, affirmer une politique globale dans l'intérêt du secteur, des travailleurs et de la population.

La FEETS-FO demande à être reçue par le gouvernement. Elle exige une véritable politique de sauvegarde du secteur, des milliers d'emploi sont en cause.

Paris, le 24 Juin 2020

Pour tout contact:

Jean HEDOU, Secrétaire général : 06 85 12 74 46

Michaël DELLIS, Secrétaire fédéral : 06 30 63 99 81